



Le 16 octobre, faisons sa fête à EDVIGE

Rassemblement à 18h00 Place d'Armes

Collectif non à EDVIGE 86 : Réso, PCF 86, JCR 86, NPA 86, MJS 86, Confédération paysanne 86, PS 86, CNT FAU, SKALP 86, ATTAC 86, MJC 86, UNEF 86, Jeunes verts 86, CRAC 86, Alternatifs 86...

Un fichier liberticide !

Il ne s'appelle plus EDVIGE mais EDVIRSP. Le nom change mais le fond reste. Il vise toujours à collecter des renseignements identitaires sur des « **suspects** » considérés par la police, comme susceptibles, à l'avenir et de manière totalement hypothétique, de porter atteinte à « l'ordre public ».

Quant aux données, si la vie sexuelle et l'état de santé ont fort heureusement été retirées, subsistent encore **les origines « raciales » ou ethniques, les opinions philosophiques, politiques ou religieuses et l'appartenance syndicale** bref, tout ce qui est censé avoir été retiré avec la disparition du fichage des personnes sollicitant un mandat et qui revient ainsi en catimini.

Tous fichés !

Le nouveau projet EDVISP prévoit le fichage de « toutes les personnes ou groupements qui, par leur activité individuelle ou collective, sont susceptibles de porter atteinte à la sûreté de l'Etat ou à la sécurité publique ». Cette méthode ouvre un boulevard à la **criminalisation du mouvement social et de l'action revendicative. Sans exception, toutes les personnes engagées dans la vie de la cité sont donc visées.**

Les mineurs ne seront pas épargnés puisque fait sans précédent dans notre République et particulièrement choquant, leur fichage sera autorisé **dès l'âge de 13 ans** et cela sans qu'aucune infraction n'ait été commise et sur la seule base de leur dangerosité présumée

Le retour à un Etat policier

Avec EDVIGE, tous les citoyens et notamment les plus jeunes sont susceptibles d'être fichés sans jamais avoir accès à ces données et n'ont aucun droit de rectification. Ce fichier est porteur de nombreuses dérives et il s'inscrit résolument dans le cadre de la mise en place d'une politique sécuritaire ouvertement revendiquée. C'est pourquoi, malgré les annonces du gouvernement, le collectif « non à edvige 86 » continue la mobilisation.

Nous, organisations politiques, syndicales, associatives et citoyens, ne pouvons accepter un tel piétinement des libertés publiques, du droit à la vie privée et des droits de l'enfant et exigeons donc sans délai l'abandon de ce fichier !!!

Faites comme nous, dites non à EDVIGE !